

CESAR
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de 6 824 626.40 Euros
Siège social : 19, rue des Bretons
93200 LA PLAINE SAINT DENIS
381 178 797 R.C.S. BOBIGNY

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 SEPTEMBRE 2010

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Les comptes semestriels au 30 septembre 2010 ont été arrêtés par le Directoire et approuvés par le Conseil de Surveillance en date du 10 janvier 2011.

I- EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE L' EXERCICE 2010-2011 ET INCIDENCES SUR LES COMPTES

A) FAITS MARQUANTS SURVENUS AU COURS DU SEMESTRE

Augmentation de capital

Une augmentation de capital sous forme d'ABSAR, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, a été lancée par CESAR le 26 mars 2010 et a rencontré un vif succès. 10.581.072 ABSAR ont été souscrites à titre irréductible et 1.806.331 ABSAR ont été demandées à titre réductible.

Le Directoire a décidé d'exercer l'intégralité de la clause d'extension, ce qui a porté le nombre d'ABSAR émises à 14.166.463.

La totalité des demandes à titre réductible ont ainsi été servies et le complément a été souscrit pour partie par plusieurs investisseurs institutionnels et pour le solde par Butler Capital Partners SA et le FCPR France Private Equity II, géré par Butler Capital Partners SA. Le montant total de la levée de fonds s'établit ainsi à 5.524.920,57 euros, correspondant à un apport de cash pour la société de 2.793.523,98 euros, les souscriptions de Butler Capital Partners SA et le FCPR France Private Equity II, géré par Butler Capital Partners SA, ayant été effectuées par compensation de leurs comptes courants.

Le règlement-livraison des actions nouvelles et leur admission aux négociations sur le marché Euronext Paris est intervenu le 21 avril 2010. A compter du 21 avril 2010, le nombre total d'actions composant le capital de CESAR a été ainsi porté à 22.378.906. Après prise en compte de la dilution potentielle provenant de l'exercice des 14 166 463 BSAR, le nombre maximum d'actions composant le capital pourrait être porté à 36 545 369.

A l'issue de cette opération, Butler Capital Partners SA et le FCPR France Private Equity II ont procédé à une cession partielle de leur participation, qui a été ramenée de 53% à 12.66%.

Situation de trésorerie

L'augmentation de capital a permis un débouclage rapide des discussions avec les banques pour la

mise en place du crédit saisonnier. En date du 21 juin 2010, un crédit saisonnier a été mis en place dans les conditions suivantes :

- 2.8 millions d'euros jusqu'au 30 juin 2011
- 2.3 millions d'euros entre le 1er juillet 2011 et le 31 décembre 2011

Ce crédit est rémunéré à un taux d'intérêt de EURIBOR + 4pts. La mise en place de ce crédit a notamment permis de clore la procédure en assignation déclenchée par l'URSSAF de Paris, au moyen d'un règlement en date du 5 juillet 2010.

B) DETAIL DE L' ACTIVITE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Europe

L'activité du premier semestre de l'exercice 2010-2011, peu significative, a souffert des difficultés de trésorerie rencontrées au cours de l'exercice précédent : les approvisionnements de la saison de printemps-été ont été retardés, ce qui a pesé sur la facturation du premier semestre notamment au Royaume-Uni et en Italie. La réalisation de l'augmentation de capital en avril et l'obtention des financements saisonniers juillet ont permis de lancer à temps les approvisionnements de la haute saison (halloween, Noël, Carnaval).

Les évolutions les plus notables sont les suivantes :

- Grande-Bretagne : les ventes FOB depuis la Chine continuent à se développer. L'activité permanente a été pénalisée par la situation de trésorerie du premier semestre.
- France : évolution contrastée liée aux difficultés de livraisons de peluches (essentiellement KIKI) sur le marché intérieur, en dépit de la forte demande. Le second semestre devrait voir une forte croissance de cette activité. Le carnet de commandes de l'activité de costumes est soutenu, notamment pour les saisons de Noël et Carnaval.
- Espagne : La dégradation de l'environnement économique pèse sur l'activité, notamment parce que les distributeurs réduisent leurs premières commandes. La saison de rentrée des classes en Espagne, qui représente une activité significative, s'est déroulée de manière moins soutenue que l'an dernier. Cependant, les perspectives commerciales du second semestre s'annoncent globalement satisfaisantes.
- Italie : l'activité de cette filiale est essentiellement concentrée sur le second semestre. Le carnet de commande élevé permet d'anticiper une saison très satisfaisante.
- Madagascar : la société a poursuivi son activité sans interruption, en dépit d'un environnement politique défavorable. Les ventes de textile sur le marché local ont repris après un exercice 2009-2010 difficile. Les livraisons sont assurées à temps.

Par ailleurs l'existence d'un carnet de commandes en hausse par rapport à l'année dernière, permet d'anticiper un deuxième semestre en croissance par rapport à l'exercice précédent. Le déroulement de Carnaval devrait en particulier être plus favorable, grâce à une saison plus longue.

II – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

A) CONTINUITÉ D'EXPLOITATION ET SITUATION DE TRÉSORERIE

Le financement de la saison 2010-2011 a été réalisé grâce en particulier aux opérations suivantes :

- L'augmentation de capital réalisée le 21 avril 2010 (cf paragraphe I ci-dessus).
- A l'obtention de deux crédits courts terme pour un montant total de 2.8 million d'euros à échéance juin 2011 et décembre 2011.
- Une amélioration du besoin en fonds de roulement opérationnel

Cependant, les crédits saisonniers restent un peu justes, et le financement de la saisonnalité de l'exercice 2011-2012 n'est aujourd'hui pas totalement assuré, notamment pour faire face à l'augmentation d'activité anticipée pour le prochain exercice.

La société recherche donc de nouveaux moyens de financement pour compléter les ressources disponibles, et assurer la nouvelle phase de développement du groupe. Le Directoire a proposé au Conseil de Surveillance d'examiner un possible recours au marché au cours du premier semestre 2011.

La réorganisation de l'activité doit permettre un retour à la rentabilité à compter de l'exercice clôturant le 31 mars 2011, et assurer ainsi la continuité de l'exploitation.

B) AUTRES FACTEURS DE RISQUES

Les autres risques auxquels la Société est confrontée, sont détaillés ci-dessous :

Risque du marché : L'endettement bancaire net, essentiellement souscrit à taux variable, a exposé par le passé le Groupe César à un risque lié à l'évolution dans le temps des taux d'intérêt. La restructuration de la dette bancaire en décembre 2008 a réduit considérablement l'exposition au risque de taux du marché.

Risque de change : Le Groupe César s'approvisionne majoritairement en Asie et à Madagascar et n'utilise pas d'instruments de couverture de change. Les devises utilisées pour ces transactions d'achat sont l'US\$ (pour la partie en provenance de Chine) et l'euro pour la partie en provenance de

Madagascar. Le recours à une politique de couverture de change n'est pas possible en raison des financements trop limités dont dispose le groupe à l'heure actuelle. Cependant, la finalisation de la restructuration financière permettra au groupe de mettre en place rapidement une telle couverture..

Risques liés à la structure financière : Au 30 Septembre 2010, le montant des emprunts et dettes financières bruts s'élève à 12.1 millions d'euros. La dette à moyen et long terme concerne essentiellement le leasing des entrepôts de Saumur. Le Groupe conserve une dette d'exploitation court terme finançant sa saisonnalité principalement sous la forme de mobilisation de créances.

Risques politiques : Il existe des incertitudes éventuelles liées au risque politique pouvant peser sur la filiale de production de Madagascar, qui représente environ 60% des approvisionnements du groupe, essentiellement à destination des filiales européennes. Le groupe diversifie ses sources d'approvisionnement (Chine, Asie du Sud Est, ...). La filiale de Madagascar a réalisé sur le premier semestre 2009-2010 un chiffre d'affaires de 5,1m€, et un bénéfice net de 0.2m€.

Risques industriels : Le groupe s'est doté de plusieurs sources de production pour la fabrication de ses produits. Les contraintes de sécurité et d'hygiène nécessaires pour éviter des contentieux avec les consommateurs et assurer en permanence la qualité des produits vendus, font l'objet d'une surveillance constante de la part :

- des services qualité de César
- des contrôleurs externes nommés par le groupe
- des auditeurs envoyés chez les fournisseurs par des clients ou des licenciés

Ces contrôles se renforcent régulièrement, suivant à la fois la mise en place de réglementations plus restrictives et une pression accrue des clients et des consommateurs finaux.

Toutefois, il se peut qu'un problème de qualité puisse avoir un impact défavorable sur l'activité du groupe, ses résultats ou sa situation financière, se traduisant soit par une annulation de commande, soit par une augmentation des charges à supporter par le groupe.

Au cours du dernier trimestre calendaire de 2010, la filiale de Madagascar a initié un processus de qualification ICTI.

Risques clients et licences :

- Le groupe bénéficie d'une implantation européenne répartie entre les principaux pays de l'Union Européenne et d'une distribution partagée sur plusieurs canaux (Grandes Surfaces Généralistes, Grandes Surfaces Spécialisées, Détaillants, Grands Magasins, Autres), lui permettant de lisser relativement les risques éventuels de marché. La concentration du Chiffre d'affaires est considérée comme faible. La crise économique et financière actuelle a par ailleurs, fragilisé certains acteurs du secteur de la distribution. (Woolworth en 2008, Karlstadt en 2009..), clients du Groupe.
- Le risque de déréférencement du groupe est habituellement considéré comme limité, dans la mesure où il associe son portefeuille de licences fortes et une capacité de distribution

simultanée au niveau mondial. Toutefois, l'existence d'un risque de liquidité pourrait se traduire par des restrictions de référencement chez quelques clients, notamment issus de la grande distribution, qui pourraient considérer que le Groupe ne serait pas en mesure de garantir les approvisionnements de la saison à venir, ou par des difficultés à renouveler des contrats de licences.

- En France, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Espagne les créances sont affacturées. Le Groupe a souscrit en juillet 2010 un nouveau contrat d'affacturage avec la société FORTIS, qui inclut désormais le recouvrement client et devrait permettre de minimiser les risques. Dans les autres filiales de distribution, les principaux clients font l'objet de procédures d'encaissement diverses (Daily, escompte, invoice discounting...), le risque n'étant pas supporté par l'organisme de financement. Pour les clients hors France et Espagne, le groupe a contracté une police d'assurance-crédit.

C) PERSPECTIVES

Activité :

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2010-2011 s'établit à environ 11.2m€.

Les ventes de déguisements enfants et adultes, de sacs-à-dos (maintenant lancées en France et Italie), et les environnements de jeux restent donc les axes principaux de développement du Groupe à moyen terme.

Les ventes effectuées par internet représentent une part croissante de l'activité, le Groupe étant particulièrement bien placé sur ce marché depuis l'acquisition de FESTIVEO en 2009. L'activité de la filiale est en fort développement.

Evolution du carnet de commandes :

Le Groupe confirme sa prévision d'un chiffre d'affaires brut pour l'ensemble de l'exercice 2010-2011 en hausse de l'ordre de 5% par rapport à l'exercice précédent. A fin septembre, la somme du carnet de commandes et des facturations nettes réalisées s'élevait à 23m€, soit 66% du chiffre d'affaires annuel estimé, un pourcentage légèrement inférieur à celui de l'exercice précédent en raison notamment du poids relatif de Carnaval et de l'impact des ventes Festivéo (pour lesquelles il n'y a pas de carnet de commandes).

Sur la base des éléments ci-dessus, la société confirme que les résultats de l'année devraient s'établir en ligne avec le plan de redressement présenté, qui prévoyait pour l'exercice un résultat opérationnel à l'équilibre.

III) PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Il n'y a pas eu de transaction significative entre parties liées au cours du semestre clos le 30 septembre 2010

Les transactions significatives entre parties liées au cours de l'exercice précédent sont décrites dans l'annexe aux comptes clos le 31 Mars 2010

IV) RESULTATS DU GROUPE CESAR AU COURS DE LA PERIODE DU 1^{ER} AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2010

Nous vous présentons dans le présent chapitre les commentaires sur les comptes consolidés semestriels résumés pour le Semestre clos le 30 Septembre 2010.

Les comptes consolidés semestriels résumés qui vous sont présentés ont été établis selon la méthode décrite dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.

A- COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SEMESTRIEL

Les éléments importants du compte de résultat sont les suivants :

a) Résultat opérationnel courant

Le chiffre d'affaires du groupe au 30 septembre 2010 s'élève à 11 173 milliers d'euros, contre 11 720 milliers d'euros au 30 septembre 2009 après retraitement lié à l'application des normes IFRS (cf page 10 des résultats semestriels joints en Annexe au présent rapport).

Le coût des marchandises vendues s'établit à 6 015 milliers d'euros.

La marge brute s'établit quand à elle à 5 158 milliers d'euros, soit 46% du chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel courant de la période ressort déficitaire à (4 453) milliers d'euros, contre (4 690) milliers d'euros au 30 Septembre 2009.

Le résultat opérationnel de la période est déficitaire de (4 614) milliers d'euros contre (6 763) milliers d'euros au 30 Septembre 2009.

b) Frais généraux

Les frais généraux du semestre s'élèvent à 9 611 milliers d'euros. Ils se répartissent entre les frais commerciaux et de distribution pour 4 047 milliers d'euros, les frais de création pour 615 milliers d'euros, les frais administratifs pour 4 380 milliers d'euros, les autres produits d'exploitation pour 201 milliers d'euros et les dotations et reprises sur amortissements sur immobilisations pour 770 milliers d'euros.

A périmètre comparable, les frais généraux du premier semestre 2009 se sont élevés à 10 487 milliers d'euros.

c) Autres produits et charges opérationnels

Les « Autres produits et charges opérationnels » sont des produits ou charges inhabituels, de montant particulièrement significatif, et ne rentrant pas dans l'activité opérationnelle habituelle du groupe, présentés de manière distincte dans le compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle du Groupe. Ces « autres produits et charges opérationnels » se décomposent en autres produits opérationnels pour 493 milliers d'euros et autres charges opérationnelles pour (654) milliers d'euros.

d) Coût de l'endettement financier

Les produits financiers sur le semestre s'élèvent à 67 milliers d'euros tandis que les charges financières s'élèvent à (335) milliers d'euros.

e) Autres produits et charges financières

Le montant recouvre essentiellement les pertes et produits de change.

Le solde net de ce poste laisse ressortir un produit de 384 milliers d'euros.

f) Résultat net

Le résultat net du semestre s'élève à (4 521) milliers d'euros contre (6 763) milliers d'euros au premier semestre 2009.

Le résultat net part du groupe s'élève au 30 Septembre 2010 à (4 487) milliers d'euros.

B- BILAN CONSOLIDE

L'examen du bilan au 30 Septembre 2010 appelle les constatations suivantes :

1 - Actif du bilan

Actifs immobilisés

Nos actifs immobilisés s'élèvent à un montant de 5 676 milliers d'euros. Ils sont constitués essentiellement :

- a) d'écarts d'acquisition pour 36 milliers d'euros
- b) d'immobilisations incorporelles pour 2 086 milliers d'euros
- c) d'immobilisations corporelles pour 2 537 milliers d'euros
- d) d'immobilisations financières pour 596 milliers d'euros.
- e) d'actifs d'impôts différés pour 421 milliers d'euros.

Actif courant

Le montant de l'actif courant s'établit à un montant de 38 397 milliers d'euros.

Il se décompose de la manière suivante :

- stocks et en-cours pour 15 924 milliers d'euros,
- créances clients et compte rattachés pour 11 752 milliers d'euros,
- autres créances et comptes de régularisation pour 8 764 milliers d'euros,
- disponibilités pour 1 957 milliers d'euros,

2 – Passif du bilan

Le montant des capitaux propres du Groupe ressort à 9 267 milliers d'euros contre 8 522 milliers d'euros au 31 Mars 2010, à comparer à une capitalisation boursière d'environ 7 000 milliers d'euros.

Le montant du passif non courant s'élève à 2 373 milliers d'euros contre 2 841 milliers d'euros au 31 Mars 2010.

Le passif courant est au 30 Septembre 2010 de 32 370 milliers d'euros contre 32 726 milliers d'euros au 31 Mars 2010.

ANNEXES AU RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Annexe 1 : Attestation des Responsables

Annexe 2 : Comptes Consolidés Semestriels résumés au 30 Septembre 2009

Annexe 3 : Rapport des commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle
2010-2011

ANNEXE 1

ATTESTATION DES RESPONSABLES

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-avant présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice. »

La Plaine Saint-Denis, le 10 janvier 2011

Benoît Pousset – Bougère
Président du Directoire

ANNEXE 2

Comptes consolidés semestriels résumés CESAR soumis et approuvés par le Conseil de Surveillance du 10 janvier 2010